

**Conférence de SE M. Hervé Magro,
26/02/25
Relations France/Liban**

« Les projets de l'année 2023-2024 prévus pour le Liban, ont été naturellement entravés par la guerre dès mon arrivée à Beyrouth. Notre premier objectif était donc de ramener la paix au Liban. J'ai été consul général à Jérusalem ; en réalité, c'était un rôle d'ambassadeur auprès des Palestiniens (en raison du conflit sur la capitale d'Israël/Palestine... J'ai donc vécu la guerre de Gaza en 2014.

Suite à l'attaque du 7 octobre, notre analyse était que cette fois-ci le risque était très grand. En septembre 2024 le Liban a été directement impliqué dans le conflit ; pourtant dès novembre 2023, nous avons œuvré pour mettre en place un 'cessez le feu' afin que toutes les parties reviennent à la table des négociations. La France faisait partie avec les Américains de la remise en place du 'cessez le feu' en novembre 2024.

M. Jean-Yves Le Drian a effectué plusieurs passages au Liban afin de sortir le pays de l'impasse suite au blocage institutionnel sur fond de faillite économique.

Nous avons également oui dire que la France ne sert que ses intérêts au Liban ; mais en fait, le commerce bilatéral entre nos deux pays est très négligeable. C'est plutôt un intérêt culturel et historique. Quel pays dans la région a une jeunesse aussi bien formée et qui nous permet de projeter cette langue, ces valeurs et cette identité que nous avons en commun à l'extérieur ?

Nous étions à Istanbul depuis 1590. Ce n'est pas pareil. Le Liban est un pays ami. D'ailleurs notre Président est particulièrement attaché à ce pays et s'en préoccupe constamment. C'est la France qui a organisé une conférence internationale pour le Liban et qui a tenu à être présente dans le mécanisme de surveillance du cessez le feu...

Après l'élection du Président Aoun, un vent d'espoir a soufflé sur le Liban ; je dois vous avouer que l'impact a été sous-estimé : le défi sera d'accompagner ce président et son équipe. La reconstruction de l'État exige de rester mobilisés, car 18 mois de mandat pour le premier ministre en place est un délai trop court. Les réformes sont en cours en vue des législatives de 2026. Chaque citoyen a un rôle à jouer.

Le potentiel est là et je suis admiratif de la qualité d'enseignement dans ce pays : 50% des écoles sont francophones (moins que par le passé) et 64 établissements homologués. Le Libanais est naturellement adaptable partout et ouvert à l'extérieur ; si le Libanais perd la dimension francophone, il perdra une particularité qui le distingue de tous les peuples de la région.

La reconstruction du Sud est essentielle car l'État doit montrer qu'il s'occupe de tous ses citoyens.

La réforme bancaire est d'une importance majeure et nous sommes prêts à parler avec le FMI pour restaurer l'image du Liban ; car sans accès au crédit, aucune compagnie étrangère ne pourrait s'aventurer à s'engager ; la réforme bancaire donnera le signal que le Liban a repris sa place sur le marché international.

La France a appelé à l'organisation d'une conférence de donateurs avec un programme libanais pour les Libanais ; notre objectif est d'accompagner ces réformes afin de placer le Liban dans une trajectoire de redressement d'ici 2026. »

